

Kigali, Rwanda, 15 juillet (Infosplusgabon) - Le tribunal intermédiaire de Gasabo, dans la ville de Kigali, a renvoyé, mardi, quatre anciens hauts fonctionnaires du gouvernement rwandais, dont le secrétaire permanent du ministère des Finances et de la Planification économique, Caleb Rwamuganza, qui sont accusés de mauvaise gestion des fonds publics.

Parmi les trois autres figure l'ancien secrétaire permanent au ministère des Infrastructures, Christian Rwakunda, placé en détention provisoire pendant 30 jours dans l'attente d'une enquête.

Les autres fonctionnaires sont Godfrey Kabera, le directeur général de la planification nationale, et Eric Serubibi, qui était jusqu'à récemment le directeur général de l'Office rwandais de l'Habitat (Rwanda Housing Authority, RHA).

Les fonctionnaires, qui sont tous en détention, sont accusés de détournement de biens publics, de non-respect des procédures d'appel d'offres et de complicité de non-respect des procédures d'appel d'offres.

Les autres dans cette affaire sont Aloys Rusizana, un homme d'affaires, et Bonaventure Munyabugingo, un expert en évaluation de propriétés privées.

Selon l'accusation, le groupe a conspiré pour causer une perte de 2 milliards de francs rwandais (2,1 millions de dollars américains) en une seule transaction d'achat d'un immeuble à un homme d'affaires local.

Le procureur a déclaré qu'étant donné la valeur de l'appel d'offres, cette transaction était censée avoir impliqué l'Autorité des marchés publics du Rwanda (Rwanda Public Procurement Authority, RPPA), mais cela n'a jamais été le cas.

Il n'y a eu aucune transparence dans l'ensemble de l'opération et de nombreuses lois sur les marchés publics ont été bafouées, a déclaré le procureur, accusant Rwankunda, Serubibi et Rwamuganza de détournement de fonds publics et de non-respect des procédures habituelles en matière d'appels d'offres.

FIN/ INFOSPLUSGABON/VGV/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon